

## **L'Europe ne doit pas répéter au Tchad les erreurs commises au Darfour**

### **Une action urgente est requise au Tchad car l'insécurité grandissante menace des milliers de vies**

**Paris, 18 février 2008** - Oxfam International appelle les ministres européens des Affaires étrangères réunis aujourd'hui à Bruxelles à ne pas répéter les erreurs commises au Darfour et à poursuivre vigoureusement toutes les voies diplomatiques pour aider à assurer un cessez-le-feu et une paix durable. L'Europe doit aller au-delà de la réponse aux besoins de protection des civils et agir en faveur d'une solution négociée et durable à la crise du Tchad.

« Il est évident qu'il existe des besoins énormes et immédiats de protection dans l'Est du Tchad, mais nous ne devons pas oublier qu'un cessez-le-feu durable et un processus de paix global et inclusif négocié entre tous les acteurs sont indispensables pour résoudre la crise au Tchad. Même si l'Union européenne fournit un soutien généreux au processus électoral au Tchad, cela ne sera pas suffisant pour résoudre le conflit. L'Europe doit s'engager à renforcer ses efforts diplomatiques au Tchad au cours de la réunion de Bruxelles », souligne Nicolas Vercken, responsable du programme Conflits à Oxfam France – Agir ici.

Du fait des combats, la plupart des organisations humanitaires fonctionnent avec un personnel réduit et les voies d'approvisionnement sont coupées. Le carburant commence à manquer. Dans l'Est du Tchad, Oxfam Grande-Bretagne intervient notamment pour faciliter l'accès à l'eau potable des réfugiés du Soudan et des déplacés tchadiens. Les réserves de carburant de l'organisation ne pourront faire fonctionner les pompes à eau que durant deux semaines. Avec la fermeture des voies d'approvisionnement, les organisations d'aide, qui ont déjà des difficultés à porter assistance aux personnes déplacées depuis longtemps, seront incapables de faire face à un nouvel afflux de réfugiés.

Nick Roseveare, directeur régional d'Oxfam Grande-Bretagne en Afrique de l'Ouest : « Tous les éléments sont réunis pour qu'une grave crise humanitaire se développe rapidement au Tchad, avec près d'un demi-million de vies en jeu. L'Europe doit agir avant que la situation ne se détériore. Les leaders politiques ont croisé les bras trop longtemps alors que la population du Darfour continue de souffrir. Ils ont fait des promesses, mais ne les ont pas tenues. Ils ne doivent pas faire la même erreur au Tchad. L'Europe doit appeler à un cessez-le-feu au Tchad pour protéger les civils aux abois et accroître les efforts diplomatiques pour faire revenir la paix, sans oublier d'agir pour un arrêt de la violence au Darfour ».

« Ils ne doivent pas non plus oublier que des efforts accrus au Tchad ne compensent pas les échecs de la communauté internationale au Darfour ou les populations continuent de vivre dans la peur », ajoute Nick Roseveare.

#### **CONTACT PRESSE :**

**Aldine FURIO / [afurio@oxfamfrance.org](mailto:afurio@oxfamfrance.org) / 01 56 98 24 45 ou 06 86 92 93 30**



## **L'engagement d'Oxfam France - Agir ici sur la « responsabilité de protéger »**

Oxfam France - Agir ici, association française de solidarité internationale, est le membre français de la confédération Oxfam International. Pour Oxfam France - Agir ici, lutter efficacement contre la pauvreté et les injustices dans le monde implique de réduire les conflits et la violence et de mieux protéger les civils dans les conflits, car il ne peut y avoir de droits économiques et sociaux effectifs sans le droit de vivre en sécurité. Oxfam France - Agir ici n'intervient pas en tant que tel dans les opérations d'urgence mais se base sur la réalité du terrain et notamment sur les témoignages des populations touchées et des équipes sur place (équipes d'autres membres du réseau Oxfam International et des ONG partenaires sur place) pour développer son plaidoyer. Dans ce contexte, Oxfam France - Agir ici, en lien avec les équipes sur le terrain, se mobilise pour interpeller la communauté internationale et notamment la France, afin que la sécurité et la protection des civils soient considérées comme une priorité.